



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 17^e Année - Août-Septembre 1971 - Numéro 167 - 1 Franc

OCTOBRE :

CONGRÈS ROYALISTE UNIVERSITAIRE

1^{er} congrès royaliste universitaire

Un congrès royaliste universitaire est en préparation depuis le mois de juillet. De simple projet, nous passons à l'étape suivante : la préparation des exposés et la recherche des compétences.

pourquoi le "c.r.u." ?

Il s'agit de déterminer pour l'année à venir les objectifs et les moyens d'une stratégie d'A.F. en milieu universitaire. Désormais, notre but ne tend plus seulement à la diffusion d'idées justes et de salut public qui restent au niveau de l'analyse et de la proposition théoriques, sans liens immédiats avec les problèmes quotidiens dans les facultés. Nous voulons des résultats positifs, si minimes soient-ils. Toute conquête partielle constitue une étape, tremplin pour une autre action.

L'Université, instrument d'intoxication de l'Etat républicain et démocratique, sera considérée comme un lieu de combats où nous serons présents pour arracher peu à peu des pouvoirs, des libertés à l'institution étatique, sous sa forme libérale ou marxiste. Nous nous posons comme force critique et contre-révolutionnaire face au jeu complice de l'Etat, des syndicats et du Parti communiste. Nous aurons donc à combattre le pouvoir légal officiel, ainsi que le pouvoir révolutionnaire qui utilise et récupère les structures légales.

Atteindre et détruire la fonction idéo-politique de l'Université légale pour contribuer à la destruction de l'Etat républicain, tel est notre but. Pour y arriver, il convient de bien connaître notre terrain d'action au plan de l'intégration de l'Université au pays légal, au plan des structures et des mécanismes de son fonctionnement, pour déterminer et révéler les points de ruptures ou les contradictions. Nous proposerons et imposerons notre schéma dialectique correspondant au dualisme « pays légal-pays réel », tout en recherchant et en suscitant de nouvelles forces, capables de se substituer à l'Etat, dans une perspective de prise du pouvoir.

Le travail est immense car il exige à la fois une tâche de propagande classique, une activité « subversive » et une recherche intellectuelle appliquée aux différentes disciplines. Voilà pourquoi la réalisation de ce Congrès demande la participation de tous les étudiants d'A.F.

quatre directions

Le C.R.U. se déroulera sur deux jours. La première journée occupée par un travail en commissions et groupes restreints ; la seconde consacrée aux exposés et rapports.

Notre congrès sera constitué selon quatre directions :

① *Description de l'Université actuelle comme élément essentiel de l'appareil républicain, intégrée au pays légal sur les plans financier, pédagogique, politico-administratif, et par contre coupée du pays réel par l'absence d'une politique de débouchés, par le déracinement de l'étudiant, par la sélection par l'argent.*

② *Après cette étude préalable nous montrerons la nécessité de briser les appareils légaux et étudierons les mécanismes mis en œuvre par l'Etat. Quels sont les éléments qui bloquent notre action ?*

a) Le jeu des institutions universitaires (conseils).

b) Les partis politiques et les syndicats (montrer leur spécificité et leurs liens notamment).

c) Action de recrutement sans implantation, insuffisante dans une action de royalisation.

d) Le rôle et l'importance des mécanismes psychologiques (ex. : phénomènes de solidarité, anti-fascisme, etc...).

③ *Puis, nous pourrions rechercher des moyens pratiques d'action, proposer des solutions et rechercher des forces nouvelles.*

Il s'agira alors d'envisager les moyens d'arracher à l'Etat son pouvoir idéologique et administratif afin de séparer l'Université de l'Etat. C'est « l'Université a-légale », expression qui se comprend dans une perspective stratégique et non comme une possibilité dans le cadre démocratique.

Pour l'illustrer, nous recherchons de nouveaux supports à l'Université libre et autonome (critère du choix, appréciation du rôle actuel et futur de ces supports). Trois exposés sont prévus :

a) L'Université et la Région.

b) L'Université et les professions, l'économie.

c) L'Université et son financement ou les conditions premières de l'autonomie.

④ Enfin, une dernière partie sera consacrée à la recherche des moyens pratiques à mettre en œuvre pour les mois à venir, à l'étude des conditions de départ.

Nous étudierons en tenant compte des particularités de chaque ville et de chaque discipline, dans quelle mesure et selon quelles modalités pratiques il est utile de créer des « embryons institutionnels » d'essence contre-révolutionnaire, premiers jalons et un pouvoir a-légal, remplissant progressivement le rôle moteur de l'Université, luttant contre les appareils et assurant la crédibilité de notre projet.

Par exemple : étude de la fonction idéo-politique de certains cours (en histoire, droit constitutionnel, en économie, etc...) en montrant la confusion qui existe entre la fonction d'enseignement et la fonction idéologique de l'Université. Nous aurons aussi à étudier le rôle des Syndicats étudiants, par exemple celui de la F.N.E.F., des « corpos », l'utilité ou non de créer des mouvements « syndicaux ».

Au plan des actions à mener, des thèmes de propagande seront étudiés : lutte contre la mainmise « gauchiste » et communiste sur les mutuelles étudiantes qui gèrent des sommes importantes, rôle et fonction des recteurs, problème des campus, de la sélection, question du financement.

Cette dernière partie nous permettra d'agir cette année le plus efficacement possible. Certains travaux seront publiés ou feront l'objet de rapports ; d'autres, à usage interne, serviront aux sections et groupes étudiants.

Nous reviendrons dans A.F. Université et dans la N.A.F.-Hebdo sur les différentes parties de ce congrès, mais que chacun sache que le succès de cette réunion dépendra un peu de lui. Mettez-vous en rapport avec vos responsables de sections ou écrivez directement au secrétariat national étudiant (17, rue des Petits Champs, 75 - Paris 1^{er}) avec mention C.R.U., pour travailler sur les différents thèmes de recherche, préparer des exposés, des notes, etc...

La date et le lieu du C.R.U. seront fixés dans le courant du mois et publiés dans le numéro d'octobre d'A.F. Université.

La campagne étudiante automne-hiver de la nouvelle Action française est ouverte. Alors, tous au travail !

Patrick PLESSIS

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1^{er}

Je demande à recevoir A.F. Université pendant _____ an(s)

à compter du mois de _____ et verse la somme de _____

21 F	normal	— 2 ans	
13 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
8 F	étudiant	— 1 an	

(majoration de 5 F pour un abonnement sous enveloppe)

par : ☐ chèque bancaire joint
☐ chèque postal joint (Paris 1918-59)
☐ mandat-lettre joint

(mettre une croix dans la case correspondante)

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU LIEUDIT

N°

COMMUNE

DEPARTEMENT

Fait le _____ à _____

Signature :



71 - 72 : au service de l'A.F.

Après ses deux mois habituels de « congés d'été », A.F. UNIVERSITE reparait, intact, au service de l'action française. Deux mois qui n'ont pas été vides, puisqu'ils nous ont permis de faire le point, de définir le sens de notre combat et de réfléchir à notre ligne de conduite pour l'année 1971-1972.

tradition et progrès

Première des évidences : pour la France, c'est toujours la République, toujours le même conservatisme de mort, toujours le régime de décadence ; nos analyses nouvelles convergent avec celles de nos aînés. Et le problème demeure entier, en 1971, qui consiste à faire des Français royalistes, à travailler au redressement intellectuel et moral, comme Maurras et l'école d'action française au début du siècle. Nous sommes en 1971 ; l'œuvre entreprise doit continuer, et la vieille vigne produire encore un vin nouveau, preuve absolue de sa vitalité.

L'ami grincheux : « à quoi bon un vin nouveau, une récolte nouvelle ? ». Nous lui répondrons : pour vivre, simplement. Le corps vivant produit sans cesse des cellules nouvelles. Pour un organisme fécond, le moment est toujours venu de faire des choses nouvelles. Mais entendons-nous bien. S'il faut, selon le judicieux conseil de Maurras, « oser imaginer autre chose que ce qui existe », c'est dans un sens créateur, pour **ajouter** du neuf à l'acquis, et non pas pour remplacer nécessairement l'ancien par le nouveau, comme a pu le penser un autre ami, myope celui-ci. Une dialectique de substitution n'est absolument pas maurrassienne. C'est à l'expérience de montrer ce qui, de l'ancien et du nouveau, peut être soit retenu, soit détruit.

Voilà l'esprit de nos travaux. A.F. Université continuera ainsi d'œuvrer au bien commun de tous ceux qui nous font confiance ; au bien commun de la nation, par la même occasion. Et, avec le plus grand souci d'ouverture, nous invitons tous ceux qui le veulent à adopter cet esprit et à travailler avec nous.

travail, formation, hiérarchie

Nous les invitons d'abord à suivre notre enseignement, qui consiste à reprendre, approfondir et illustrer les théories politiques contre-révolutionnaires, ainsi qu'à méditer les enseignements philosophiques qui les accompagnent. L'école d'action française sera d'autant plus forte que nos personnes seront chacune plus développée en intelligence, en réflexion et en raison. Nous aimons répéter que notre force est d'avoir raison ; il faut savoir ce que cela veut dire. Nous sommes forts parce que nos raisons nous permettent d'affronter victorieusement les forces uniquement matérielles et de les maîtriser.

Or, si notre école possède un corps de doctrine suffisant pour prêter cette force à chacun d'entre nous, encore faut-il que nous fassions **individuellement** l'effort de nous élever au niveau de ces doctrines, pour y adhérer pleinement et savoir utiliser cette force en la connaissant. Nous invitons tous nos lecteurs à travailler...

La doctrine seule n'est pas l'action. Notre école

se veut un mouvement, et un mouvement agissant, qui forme ses militants pour l'action. Les spécialistes expliqueront chacun leurs techniques d'action. Il nous reviendra d'insister sur l'idée d'une **convergence plus accentuée entre le pensé et le vécu**. L'individu est un tout ; il n'y a aucune raison valable de ne le mettre qu'en « demi-service » à notre mouvement. De plus l'assimilation parfaite de l'enseignement d'action française ne se prouve que par des réalisations concrètes, un certain comportement, qui permettent de mesurer le degré de conformité de chacun à cet enseignement.

Il est absolument nécessaire pour le militant, actuel ou futur, qu'il comprenne que l'adhésion à la nouvelle action française ne consiste pas à donner quatre ou dix heures de son temps hebdomadaire, mais à transformer radicalement son mode de pensée et d'expression 24 heures sur 24. Il doit débarrasser totalement sa vie du microbe démocratique, libéral et individualiste, qui gangrène tout ce qu'il touche.

Cela va-t-il trop loin ? Peut-être. Mais il faut se rendre compte qu'il n'est pas possible à la fois de dénoncer les scandales politico-financiers de la démocratie et porter soi-même le « fric » au pinacle ; qu'il n'est pas possible de vanter la continuité et la stabilité en politique tout en croyant au fossé nécessaire entre les générations. D'autres exemples abondent. Il faut assainir nos vies, museler « les fureurs de la bête humaine » (1). Pour le bien du mouvement, il faut balayer tout ce qui, pour autrui, deviendrait un signe de contradiction entre nos promesses et nos réalisations.

Nous garderons les yeux fixés sur notre but, qui est de restaurer la Monarchie française, et nous subordonnerons le choix de nos moyens à la recherche de ce but, dans une saine hiérarchie des valeurs. Nos moyens passent par les hommes, les hommes français. Nous, royalistes d'action française, ainsi que les autres Français actifs, nous sommes les combattants dont la discipline préparera le succès. Nous nous pénétrons des conditions nécessaires de la vie militante.

Pour l'instant, constatons que dans l'enchevêtrement de l'organisme social, chaque être humain est tour à tour agent et patient, meneur et mené ; il est bien rare en effet celui qui n'a pas à agir sur quelqu'un de ses semblables, donc à agir comme un supérieur, au moins momentanément et d'une manière limitée. Lui-même se trouve placé dans une hiérarchie, de telle sorte que sa subordination profite à l'ensemble de l'organisme et que son obéissance remonte à l'origine de l'autorité et du pouvoir, en évitant toute contradiction, toute incohérence, tout désordre.

Notre mouvement se conçoit ainsi, sous l'autorité de son Comité Directeur et de M^e G.P. Wagner, qui le préside.

Travail doctrinal, formation du militant, hiérarchisation du mouvement ; nous avons défini notre ligne de conduite.

Michel LEDOYEN

Directeur d'A.F. Université
Membre du Comité Directeur

(1) On relira avec profit « L'éducation des chefs », dans « Mes idées politiques », page 43.

TRANSME CONTRE - R

La contre-révolution, comme les biens de civilisation en général, représente un héritage dont la richesse augmente au fur et à mesure de la succession des générations. Peu de difficultés pour admettre cet accroissement continu, cette **capitalisation**, puisqu'elle s'est faite, pour la plus grande partie, grâce à l'action et à la réflexion d'autres que nous. L'essentiel de la Contre-Révolution a été redécouvert à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e par la synthèse maurrassienne, réalisée à partir des apports des générations précédentes. Charles Maurras lui-même avait coutume de dire : « **ma besogne a consisté à tirer un seul mouvement de l'effort contre-révolutionnaire du XIX^e siècle, je n'ai presque rien inventé...** ».

Notre tâche de disciples intelligents consiste seulement à adapter l'œuvre en l'actualisant dans ce qu'elle peut avoir de contingent, et à en respecter l'intégrité lorsqu'elle touche à l'essentiel qui ne varie point. L'histoire récente nous montre que cette **capitalisation** requiert des soins vigilants. Comme une civilisation dilapide ses richesses par la faute d'un régime politique incapable de se soucier du Bien public, ainsi l'héritage de la Contre-révolution peut se retrouver mutilé par l'inattention des disciples chargés de veiller sur le précieux dépôt. La réflexion et l'action de jeunes maîtres, capables à la fois de patience et d'audace, vertus capétiennes par excellence, ont permis de redécouvrir la pensée maurrassienne dans toute sa complexité et toute son unité, à l'image de la diversité et, pourtant, de la profonde unité de la vie. Nous avons vu réapparaître, en plus d'un Maurras soucieux de refaire la France par la monarchie et de lui rendre sa place dans le monde, le philosophe de l'ordre et un remarquable théoricien économique et social. C'est toujours le même homme, c'est toujours la même pensée. Telle est l'incroyable richesse de l'œuvre maurrassienne.

les obstacles à la transmission

Comme pour la civilisation, la préservation de l'héritage contre-révolutionnaire suppose, en plus de la **capitalisation**, la **transmission** aux générations futures. Une société ne progresse qu'en raison des apports successifs, mais l'accroissement n'est possible que si chaque génération s'efforce de ne pas briser la chaîne ininterrompue jusqu'à elle.

Pour nous, école d'Action française et héritière du courant contre-révolutionnaire, transmettre signifie surtout enseigner. Nous ne réussissons que si nous savons livrer aux jeunes intelligences la pensée de nos Maîtres, jusqu'ici trop bien cachée. Tout naturellement, notre attention se porte sur l'enseignement de notre doctrine. Ceux qui oublient cela se préparent tout doucement à l'échec.

Les difficultés de la transmission ne manquent pas. Chacun, militant ou simple sympathisant, l'a durement éprouvé dans ses travaux doctrinaux. Pour de multiples raisons, d'origines diverses, mais dont la conjonction est meurtrière, initier aujourd'hui les intelligences à la Contre-révolution reste un peu une gageure. Certains obstacles, engendrés par les transformations de notre France du XX^e siècle avec toutes leurs répercussions sur les circuits d'information, nous paraissent insurmontables. La suppression de certains autres est à notre portée.

La concentration des moyens d'édition et d'information tout au long de ce siècle réali-

se les prophéties de l'**Avenir de l'Intelligence** en permettant à quelques-uns de bloquer telles ou telles idées par le contrôle des moyens matériels de leur expression. Nous réduirons progressivement ce handicap énorme dans les années à venir en colonisant les « mass-media », parallèlement à la définition des étapes de la conquête de l'Intelligence. Face à nos adversaires, nous faisons, pour l'instant, plutôt piètre figure, et si nous passons en revue les différents moyens d'expression de notre temps, ayons l'honnêteté de reconnaître notre faiblesse.

Nous n'avons accès ni à la radio ni à la télévision. Quant à l'édition, nous vivons encore sur les livres édités pendant l'entre-deux-guerres, sinon avant 1914. Sauf deux rééditions importantes, les **Œuvres Capitales** et **Mes Idées politiques**, rien n'a été fait depuis ou presque. Conséquences : le capital matériel de livres disparu au fil des années, les œuvres de nos maîtres sont rares, coûteuses et de diffusion restreinte. N'est-il pas un peu ridicule de s'intituler « Contre Encyclopédie » quand on a si peu de livres à proposer ? A l'inverse, notre jeune presse peut trouver un essor rapide. Spécifiquement politique, elle se découvrira un champ d'action immense malgré la diminution du rôle de la presse écrite dans notre pays.

Mais, à côté de ces obstacles étrangers à notre volonté, un certain nombre de lacunes subsistent et il ne dépend que de nous de modifier cet état de choses. Ainsi, l'enseignement doctrinal et ses méthodes pédagogiques stagnent depuis des années. Pour permettre l'initiation des intelligences aux idées contre-révolutionnaires et promouvoir la « réforme intellectuelle et morale de quelques-uns », améliorons la diffusion de notre doctrine. Sans cette transmission à un « noyau » capable de se multiplier, la reconquête de l'Intelligence demeure un doux rêve. La réussite de cette première étape conditionne tous nos projets : en réduisant ces premiers obstacles dont la suppression est à notre portée, nous pouvons espérer la disparition progressive des autres difficultés. Améliorer l'enseignement de nos idées constitue la priorité des priorités.

vers une nouvelle pédagogie

L'amélioration qualitative et l'extension de la formation doctrinale au plus grand nombre de nos militants posent des problèmes extrêmement précis. Nos solutions et nos projets ont été dictés par les leçons de l'expérience.

Au cours des douze dernières années, l'enseignement se transmettait principalement par les **Cercles d'étude**, grâce aux **Cahiers d'études doctrinales et techniques d'Action française**, communément appelés « cahiers rouges », commentés devant un groupe de six

à dix personnes par un conférencier-animateur. Sans entrer dans les détails, tous ceux qui ont participé à ces cercles savent que les résultats étaient bien faibles car la méthode des cercles conçue comme seule façon de transmettre la doctrine exigeait trop de conditions pour pouvoir réussir pleinement. Souvent, l'irrégularité des auditeurs, la lenteur de la mise en route en début d'année pour des questions d'harmonisation d'horaires et de transports (à Paris surtout) amenaient une disproportion entre l'effort fourni par l'animateur et les résultats obtenus. De plus, la pénurie de cadres enseignants, l'inadaptation des « cahiers rouges » (conçus au moment de l'Algérie et partant de l'étude de la guerre subversive pour aboutir à l'empirisme organisateur) nécessitaient une réforme pour échapper à l'ésotérisme doctrinal.

La première tentative remonte à octobre 1969. L'édition d'une « fiche d'étude » sur la **philosophie politique** correspondait à un besoin d'approfondissement et de rénovation des outils de travail doctrinal. Or, ce travail, mené à bien par quelques-uns des jeunes maîtres de notre vie d'esprit, s'orienta vers une « recherche fondamentale » sur l'intégralité de l'œuvre maurrassienne. Ce fut à la fois un bienfait permettant tous les espoirs et un frein dans la préparation matérielle de la suite des fiches d'étude. Signalons la parution, sous peu, de la **science politique** ; mais, comme ces fiches requièrent le niveau d'études de licence, ou tout au moins une classe sérieuse de philosophie, le problème de la création d'un ouvrage de base de niveau élémentaire restait posé.

Le cercle d'étude conçu comme un absolu entraîne l'impossibilité de la formation des adultes et des isolés. Voilà pourquoi nous raisonnons dans des cadres nouveaux. La réforme des cercles d'étude, cette année (1971-72), constitue le premier volet d'une transformation plus profonde de nos méthodes pédagogiques qui deviendra réalité au cours d'un programme de trois années (1971-74). Nous présentons ici à nos lecteurs le principe de la première étape, réservant pour les prochains mois l'exposé des étapes suivantes, au fur et à mesure de l'évolution des esprits.

1. Création d'un **petit manuel** contenant tous les éléments qu'un militant ne peut pas se permettre d'ignorer. Conçu selon un plan de travail étendu sur une période de neuf mois, il correspond normalement à la première année de contact avec l'école d'Action française. Par un effort personnel, le militant enregistre les connaissances indispensables.

2. **Maintien et extension des cercles d'étude partout où c'est possible, mais dans une optique nouvelle.** Quand l'homogénéité du niveau des participants et les conditions matérielles le permettent, ils sont vivement recommandés. Grâce au travail préparatoire personnel fourni avant chaque séance par les participants, les méthodes sont plus actives (expression orale, vérification de la bonne assimilation de la doctrine) et plus variées (exposés de travaux, commentaires de textes choisis)

METTRE LA EVOLUTION

sans sombrer dans le dilettantisme. Bien sûr, la condition *sine qua non* de la réussite repose sur la préparation pédagogique des conférenciers-animateurs. Nous nous y employons.

Dissipons tout de suite quelques équivoques qui ne manqueraient pas de survenir à propos du « petit manuel ». D'abord ce « catéchisme » n'est, en aucune manière, une mutilation de notre enseignement par la réduction excessive de la doctrine contre-révolutionnaire à quelques slogans. Au contraire, bien que re à quelques slogans, nos études donnent une pratique de discussion, nos études donnent un aperçu théorique suffisant pour rattacher les préoccupations quotidiennes aux grandes questions que peut soulever un engagement politique que conscient. Ensuite, il va sans dire que le « petit manuel » est un ouvrage de transition, conçu rapidement pour faire face à un besoin immédiat et destiné à « éclater » dès l'année prochaine en différents niveaux. Cette année, les uns le trouveront trop ardu, les autres trop simple. Tant pis ! Au moins, cet ouvrage a l'avantage d'exister. Enfin, la connaissance purement « notionnelle » de la doctrine doit faire place à des réalités vivantes et vécues. Connaître par cœur les définitions de « patrie » et de « nation » ne suffit pas pour convaincre le public de leur nécessité. Faire redécouvrir les principes fondamentaux à partir des réalités perçues par nos contemporains, telle était la méthode de Charles Maurras dans « Votre bel aujourd'hui ».

Ajoutons quelques précisions matérielles. Voici tout d'abord le plan de l'ouvrage :

1) **La France.** — La constitution historique de la France, la richesse de l'héritage français, la protection de l'identité française (le nationalisme), les institutions monarchiques, la France et son destin.

2) **Les grands courants politiques contemporains.** — Le libéralisme, la démocratie chrétienne, le socialisme utopique et la technocratie, le socialisme scientifique (marxisme), la contre-révolution.

3) **L'Action Française.** — La naissance de l'A.F., les principales étapes, les choix stratégiques de l'A.F. pendant son histoire, la Nouvelle Action Française, les chances de réussite.

Chacune des trois parties se divise en cinq leçons. Chaque leçon est traitée suivant la même méthode : présentation de la question, analyse pour donner les éléments de la réflexion, puis découverte des idées-forces énoncées sous forme synthétique, enfin réponses aux objections, bibliographie commentée et choix de textes assez brefs. Nous nous efforcerons de faire paraître les trois livraisons (correspondant aux trois parties) au cours du premier trimestre. De toutes façons, la première série sera disponible entre le 1^{er} et le 15 octobre. Le numéro d'octobre d'AF Université donnera toutes les précisions (commandes, prix).

Telle est la première étape de la réforme pédagogique.

méditation

Les problèmes posés par les difficultés de transmission de nos idées ne sont pas nouveaux et l'Action Française naissante du début de ce siècle les a connus avant nous. Méditons un instant sur la plainte d'Arnulphe (1) imaginée par Maurras en 1902.

A la manière de La Bruyère, il nous dépeint à travers un jeu de questions et de réponses l'état d'esprit d'Arnulphe, éternel insatisfait, souvent découragé et toujours en train de se plaindre. « Incapable de mémoire et de prévision, Arnulphe vit sur l'immédiat, comme un chien au bout de son os ».

Voici les objections d'Arnulphe : la doctrine contre-révolutionnaire est trop difficile à transmettre, le public ne s'intéressera jamais à des théories trop compliquées ; nous ne rattraperons pas nos adversaires, qui ont des dizaines d'années d'avance sur nous ; enfin, nous ne savons pas nous organiser.

Nous pouvons faire notre profit des magnifiques réponses de notre Maître qui nous donne une leçon de courage et de méthode.

« La réforme de la nation française commence par la réforme du gouvernement de la France ; mais, pour que cette réforme initiale soit, il convient qu'une élite, aussi petite que la fera le hasard, mais dont l'influence peut être sans bornes, s'exerce à penser et à sentir en commun, afin de réagir de même.

De fortes réactions communes, fondées sur une grande unité de pensées et sur la parfaite communauté de vocabulaire, font la première condition de cet ordre intérieur qui est la condition des premiers succès.

C'est un parti de « politiques » qui reconstitue la royauté française, à la fin du seizième siècle. Un parti de politiques, au vingtième siècle, aura cette double tâche : d'une main la truelle, de l'autre l'épée. Il faudra agir en même temps que penser, en prenant surtout mille soins de ne point agir avant d'avoir pensé avec attention et étude.

Je ne le cèle point. Il faut du temps pour lever des recrues. Il en faut pour les équiper. Il en faut pour leur apprendre, pratique et théorie, l'usage des armes. Il en faut davantage encore pour tirer de là des officiers, les instruire, les rompre à la mécanique de l'art.

De même, il faut du temps pour constituer, organiser, exercer une école de politique.

— Mais, nous dit-on, si l'occasion se présente avant que le temps nécessaire ait été pris ?

Il me semble qu'on peut travailler à longue échéance sans se désintéresser du présent. Mais approuverait-on un peuple qui, sous le prétexte de mieux combattre et de toujours combattre, oublierait de renouveler son armement, de rafraîchir ses munitions et de serrer de près l'étude du terrain et de l'art militaire ?

Jamais l'occasion ne le trouverait vraiment prêt.

Dans son ensemble, le dix-huitième siècle s'est prononcé presque tout entier contre nous. La littérature et la philosophie du dix-

neuvième, en ce qu'elles ont de voyant, sinon de solide, sont aussi très hostiles. L'ignorer serait fou, composer serait vain : il reste de combattre. Mais, bien vu, le combat n'est pas difficile, à cette seule condition qu'il y soit procédé avec la connaissance de nos ressources.

Et Maurras pose cette question : « Si les manifestants d'aujourd'hui s'appellent Contrat social, Traité politico-théologique ou Capital (2), pourquoi la Politique positive, la Réforme sociale en France, les Origines, les Dialogues philosophiques, les Institutions politiques de l'Ancienne France (3) et tant d'autres beaux livres, plein de force et de sens, ne se formeraient-ils pas en bandes généreuses, en brigades puissantes, en armées invincibles, pour la cause de l'ordre, de la patrie et de la civilisation ? »

Sous les passions, il y a les idées, et sous le feu, le combustible. Les passions des peuples ne sont que les idées des sages, un peu mûries et décomposées par le temps.

Alors, pourquoi en est-on toujours au même point ?

« Arnulphe ne veut pas. Il assure que la maison d'Ucalégon, son proche voisin, est en feu et que la sienne va flamber. Il le crie du haut de sa tête : mais il y a trente-deux ans (cent ans maintenant) qu'il s'agit comme cela, au lieu de s'organiser ».

Je prends s'organiser au sens premier : organiser soi-même, mettre d'accord sa pensée avec sa pensée, savoir où l'on va, sur quels véhicules et par quels chemins.

Ah ! s'il était possible d'inculquer à Arnulphe que la pire des guerres civiles est en lui.

Nos aînés auront toujours droit à notre reconnaissance car leur présence aura évité l'irréparable cassure dans la transmission de l'héritage contre-révolutionnaire. Le rôle de notre génération est de constituer cette « petite élite » sans laquelle rien n'est possible. En d'autres termes, recommençons humblement, mais avec détermination et méthode, la réussite de la première Action Française.

Désormais, la voie est libre. A nous de jouer !

Michel GIRAUD

(1) Quand les Français ne s'aimaient pas, édition de 1926. Livre IV, chap. IV.

(2) Respectivement J.J. Rousseau, Spinoza et Karl Marx.

(3) Respectivement Auguste Comte, La Tour du Pin, Taine, Joseph de Maistre, Fustel de Coulanges.

AF université

Amitiés Françaises Universitaires

17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :

12 F — Etudiants : 8 F
De deux ans :

21 F — Etudiants : 13 F
C.C.P. A. F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

la décentralisation géographique

La décentralisation que nous proposons n'est par un aménagement des structures actuelles. S'opposant radicalement à tous les principes sur lesquels repose la « République une et indivisible », elle relève de la doctrine contre-révolutionnaire : promouvoir selon une tradition critique des héritages collectifs hiérarchisés pour encadrer et protéger l'activité humaine. Avant la Révolution, l'application de ce principe, due au respect des structures verticales de la société, avait permis la stabilisation de la nation française. C'est ainsi que le sentiment d'amour de la patrie ne se situait au maximum qu'à l'échelle provinciale ; la France s'en portait mieux qu'aujourd'hui. En revanche, une fois la référence royale disparue et une fois éteint le feu de paille plus ou moins mythique du « patriotisme » des Sans-culottes de Valmy, la tentative de destruction des patriotismes territoriaux, loin de renforcer l'« unité nationale », a ouvert la voie à des projets antinationaux auxquels la République ne trouve à opposer qu'un centralisme hystérique ou de froids projets technocratiques.

euro-séparatisme et technocratisme

Le patriotisme provincial, étant une réalité, est plus solide que des sentiments volontaristes artificiels. La subversion tente de les récupérer pour en faire un instrument de destruction (cf. Servan-Schreiber). Utilisant comme d'habitude des falsifications de l'Histoire, elle accuse la Nation française et l'« impérialisme capétien » d'avoir brimé les ethnies. Ce n'est pourtant qu'à la Révolution qu'il faut faire remonter la très réelle extrapolation de l'ethnie française dont parlent M. Robert Lafont et ses amis. Mais une telle constatation serait par définition contre-révolutionnaire et c'est sans doute trop demander à nos « régionalistes ». Voudraient-ils une extrapolation de l'ethnie allemande ? C'est à cela que conduirait l'Europe de leurs rêves et la suppression de notre structure nationale. Il n'y a jamais eu tant de sang versé en Europe qu'à partir du moment où on a essayé de détruire les nations historiques stabilisées pour appliquer le « principe des nationalités ». Ces soi-disant pacifistes que sont les gens de gauche devraient y songer.

Quant à la langue d'Oc, ce n'est la faute que des « Occitans » eux-mêmes si aucun dénominateur commun autre que le français ne s'est dégagé chez eux (1). Il n'y a pas dans leur cas d'extrapolation d'ethnie. Les Occitans sont des francophones particularistes — la langue d'Oc est un groupe de dialectes gallo-romans — victimes comme tous les Français de la centralisation républicaine. Le Languedoc était, rappelons-le, un « pays d'Etats » avant la Révolution, c'est-à-dire une véritable « République fédérée ». Le terme de colonialisme, mot magique des progressistes, ne mérite même pas d'être relevé. Toutes les grandes nations historiques ont eu leur guerre de sécession.

Dans certaines éruptions cutanées, des boutons secondaires apparaissent autour de la pustule principale. On assiste au même phénomène en matière de centralisation. La capitale, complètement engorgée, « déconcentre sa centralisation » vers des villes, qualifiées de « métropoles régionales », qui deviennent les foyers de sous-jacobinismes pour lesquels toutes les lois de la politique fonctionnent, notamment celle-ci : la centralisation entraîne le séparatisme. Cette loi fonctionne même pour les provinces intérieures, avec l'europhisme. Voulant à tout prix rattacher une région à une métropole, on perpétue l'asservissement ou la partition de certaines régions qui ont un patrimoine cohérent à défendre et qui ne pourraient le faire qu'avec une préalable autonomie administrative. Prenons par exemple les Cévennes. Cette province à fort particularisme, rattachée autrefois au Languedoc et à laquelle il conviendrait d'ajouter le Rouergue, est très pauvre et se vide de ses habitants. Elle ne possède que des villes moyennes, par exemple Alès, sa capitale historique. La logique du système a conduit à en arracher un morceau, le Vivarais (Ardèche) pour le mettre dans l'orbite lyonnaise, dans le cadre de cette construction aberrante qu'est la région Rhône-Alpes. En agissant ainsi on ne laisse pas à cette province la chance de se créer une métropole. La Savoie a un patrimoine culturel, architectural, naturel, qui est en train d'être dilapidé. Elle a une économie montagnarde particulière et une politique touristique spéciale à promouvoir. Ce n'est pas la centralisation lyonnaise qui arrangera les choses. Lyon est aussi incompétent que Paris pour gérer une province alpine (2). On peut faire la même réflexion pour le Bugey (Ain) qui a toutes les caractéristiques d'une région jurassienne et devrait être rattaché à la Franche-Comté.

On m'a objecté que la région Rhône-Alpes pourrait exister avec des aménagements comme syndicat de provinces à vocation économique. Peut-être, mais ce sera aux provinces et aux pays concernés, rendus préalablement autonomes, d'en décider, sinon il ne s'agit plus d'un syndicat mais d'une fusion autoritaire !

la décentralisation est un bloc

On ne décentralise pas à moitié. Des pouvoirs culturels non assortis de pouvoirs économiques seraient totalement illusoires. Prenons un exemple : une décentralisation linguistique éventuelle nécessite une décentralisation de l'Enseignement. Pour cela il faut construire et entretenir des écoles, former et payer des maîtres, donc avoir de l'argent, une fiscalité autonome, une politique économique autonome. Il est évident que la République ne se soucie guère de laisser à une province une telle liberté : tout l'échafaudage jacobin s'écroulerait, et le Régime avec lui. Prenons maintenant l'exemple de la Lorraine germanophone (Luxembourg français et Sarre française) (1). Ce

n'est pas son rattachement aux métropoles lorraines francophones, Nancy et Metz, qui lui permettra d'épanouir sa personnalité. Or, la non-reconnaissance du fait germanophone dans nos provinces de langue allemande est dangereuse. Par exemple, en l'absence d'une télévision française de langue allemande destinée à nos minorités germanophones, les Lorrains du Nord et les Alsaciens regardent la télévision allemande. Comme je l'expliquais en janvier, ne pas permettre à un peuple d'être Français à part entière dans sa langue, faire une « extrapolation d'ethnie », c'est à court terme le condamner à l'aliénation linguistique (langage hybrides, bas niveau culturel) et à long terme le jeter dans les bras de l'Etranger — le contraire du but recherché. On pourrait suggérer des référendums par lesquels les Lorrains du Nord pourraient exprimer le vœu de voir leur langue reconnue officiellement chez eux, puis choisir soit de bénéficier d'un statut particulier au sein de la Lorraine, soit de constituer une province à part, soit d'être rattachés à l'Alsace si celle-ci a choisi le même statut linguistique.

En voulant regrouper les régions autour d'une métropole régionale on fait donc du jacobinisme en le sachant ou non et d'ailleurs on est forcé d'en avoir le comportement, par exemple nier les particularismes. Nier les faits, c'est empêcher des hommes de jouir de leur patrimoine, ce qui est contraire aux principes essentiels de la Contre-Révolution.

Les aspects de la décentralisation sont d'autant plus liés que les cohérences dans les différents domaines vont toujours ensemble.

Là où s'est installé un peuple héritant d'un patrimoine commun, il y a des flux économiques qui persistent en dépit de toutes les fluctuations politiques. C'est d'ailleurs ce qui donne cette autonomie à la politique. Par exemple la frontière linguistique du Français n'a pas bougé depuis un bon millénaire, malgré toutes les armées qui l'ont traversée dans les deux sens, malgré toutes les frontières politiques qui se sont faites et défaits. Les frontières politiques, dans cette optique, sont souvent des entraves région possédant une unité, et c'est ce qui peut rendre séduisant l'euro-séparatisme. Mais, que les nations soient des réalités politiques et non ethniques ou économiques (3), une remarque importante est à faire : les frontières les plus absurdes ont été tracées au nom du principe des nationalités, idéologie voisine de l'euro-séparatisme et destructrice des nations historiques. Outre le cas de l'Europe centrale avec les beaux résultats auxquels on est parvenu, celui de l'Italie est significatif. Le nationalisme italien, comme je l'ai déjà expliqué, considère que les frontières de l'« Italia irredenta » passent par la crête des Alpes. Or de petites régions possédant une grande unité culturelle, économique, historique, s'étendent sur les deux versants des Alpes : Savoie et Val d'Aoste, Tyrol. Voilà de vrais exemples d'extrapolation d'ethnie ! Les anciennes cons-

à la conquête de l'Intelligence

Il y a plus de soixante dix ans commençait la prodigieuse aventure de l'Action française. Des rencontres de la première équipe de jeunes intellectuels « au Signe de Flore » jusqu'aux épreuves ultimes de la guerre, que de chemin parcouru, que de victoires partielles obtenues, que de drames ! Lorsque nous songeons à tout ce passé qui est nôtre, en même temps qu'aux pages blanches où va s'inscrire l'histoire que nous allons faire, celle de la nouvelle Action française, c'est encore aux toutes premières années de l'A.F. que nous pensons plus intensément, celles de la bagarre de Fustel, de Thalamas, de la revue grise et du cercle Proudhon...

L'étape nouvelle ouverte depuis le 31 mars dernier ne peut que s'inspirer très directement des « humbles débuts » que notre président rappelait en ces termes :

Ces « humbles débuts », ce fut, en 1899, ce Comité d'Action française, né de la rencontre de Vaugeois et de Pujo, qui venaient de claquer la porte d'un comité directeur où ils avaient vénéré Kant et Spinoza, et du jeune Maurras qui n'était pas né royaliste. Et de ce comité, Maurras définissait ainsi la stratégie et les espoirs : « nous n'avions pas voulu donner à l'œuvre naissante la couleur de Blanc contre Rouge, ni d'un drapeau de Trône et d'Autel. Nos maîtres n'étaient pas tous de droite : pourquoi les adhérents ne nous viendraient-ils que de là ?... Nous voulions rallier des jacobins autant que des fils de chouans. Avant qu'ils pussent songer à se mettre en route vers nous, nous les voyions, les voulions et les appelions, comme tout ce qui vivait vraiment de la France contemporaine... ».

Nous aussi, il nous faut sérieusement concevoir que la monarchie n'a de chance d'être restaurée que si, par-delà le dix-neuvième siècle et sa stupide ségrégation des hommes, pardessus les familles d'esprit, elle redevient l'affaire de la France entière et de tous les Français, et même de ceux qui lancent des pavés dans un monde où ils s'ennuient, parce qu'ils sont tels après tout que la démocratie les a faits, dans un monde que la démocratie appauvrit et dessèche.

Si leur révolte est déjà un appel et si notre appel ne pouvait éclairer leur révolte, que vaudrait notre appel, et que vaudrions-nous ?

(G.P. Wagner, N.A.F. du 8-8-71).

Appeler tous les Français quelle que soit leur couleur politique, à une même œuvre qui devrait les fédérer puisqu'elle constitue le seul moyen de l'unité et de la fraternité retrouvées; de façon plus privilégiée, appeler à nous tout ce qui vit vraiment de la France contemporaine : telles doivent être nos ambitions, si toutefois nous voulons arriver au but et si nous y croyons.

Pour atteindre ce but, la jeune A.F. a commencé par s'imposer à l'Intelligence française. Avec la plus grande audace, Maurras engageait Comte, Taine, Renan, Fustel de Coulanges, quand ce n'était pas Anatole France, à apporter leur pierre à la contre Encyclopédie qu'il bâtissait. Proudhon, Fourier lui-même en dépit de réserves fondamentales étaient loués pour leur esprit communautaire. Tous les courants de pensée qui avaient compté au cours du siècle écoulé participaient aux débats de la jeune école qui savait que pour être entendu des gens de son temps, il faut savoir ouvrir le débat avec eux et ne rien ignorer de leurs doctrines et de leurs recherches.

Au terme de ce siècle « positiviste », où Auguste Comte avait fait entrer la sociologie dans le catalogue des sciences, Maurras fondait l'empirisme organisateur sous le patronage du même Comte, de Le Play et de Sainte-Beuve. Au terme de ce siècle « socialiste », victime de l'individualisme libéral où Marx avait inventé son matérialisme historique contre la pensée utopique du courant français, le même Maurras présentait une théorie des classes, où le quatrième Etat syndicaliste et ouvrier, voyait son rôle économique, social, politique, reconnu. A ce moment où la révolution industrielle renouvelait la face du monde, Maurras encore, posait avec angoisse la question de l'Avenir de l'Intelligence menacée d'esclavage par les forces d'argent.

Ainsi les monarchistes français apparaissent-ils non comme les vestiges d'un passé mort mais comme des hommes de leur temps, passionnés par ses problèmes, présents à ses débats. Et la monarchie elle-même constituait la solution politique la plus moderne, la plus actuelle, la plus nécessaire.

L'invitation à la discussion, à la confrontation étaient caractéristiques de la méthode maurrassienne. Il suffit de songer à l'Enquête sur la monarchie, au Dilemme de Marc Sanguier, chef d'œuvre de dialectique socratique. Les idées ne sont pas faites pour être confiées à quelques fidèles qui montent autour d'elles une garde vigilante afin qu'elles ne se perdent pas. Les idées sont faites pour être jetées dans le public avec toute leur force d'interrogation

et de persuasion, jetées à l'adversaire pour qu'il réagisse.

Depuis que l'homme est l'homme, elles n'ont pu se passer d'être exprimées dans un discours intelligible à autrui. C'est pourquoi le débat, le dialogue a toujours été le moyen privilégié de parvenir à la vérité. Le vrai dialogue, celui qui ne triche pas, est d'une exigence implacable, il empêche que l'on se triche à soi-même et que l'on triche aux autres. Toute pensée qui ne se confronte pas dans le débat avec l'adversaire est condamnée à l'erreur et à la mort. On s'explique ainsi la passion de la discussion qui animait Maurras. C'est sa vertu qui avait converti à la monarchie la première équipe du Signe de Flore. Et Maurras comptait bien qu'elle convertirait le reste du pays. Je me sens de force, écrivait-il à Barrès, de convertir toute la France à la monarchie.

C'est cette leçon de la première Action française que nous devons écouter. Ce n'est pas pour rien que nos travaux de recherche stratégique se sont orientés vers un modèle « conquête de l'Intelligence ». Nous serons quelque chose si nous nous imposons comme force intellectuelle, capable de rallier les esprits. Car ce qui vit en France, c'est d'abord ce qui pense.

La pensée recèle une force motrice prodigieuse, celle qui fait les révolutions. C'est pourquoi s'il n'est pas concevable que la conquête de l'Intelligence constitue un but en soi, elle est le moyen privilégié pour la conquête du pouvoir. Elle persuade et conquiert les militants dans un premier moment mais ensuite elle les lance eux-mêmes dans des entreprises de conquête.

Ceci explique que rapidement la jeune école ait donné naissance aux camelots du roi et que l'auteur de l'Enquête sur la monarchie ait écrit sa plaquette : Si le coup de force est possible. Il était normal, logique, qu'après avoir montré que la monarchie était l'institution nécessaire à la France moderne, Maurras invite tous les Français actifs à préparer le coup d'Etat.

La nouvelle Action française trouve ainsi sa voie tracée : s'imposer à l'Intelligence de ce pays en participant pleinement à ses débats, en répondant aux questions posées par la civilisation post-industrielle, et s'affirmer partout où se manifeste la vie. Du coup, l'action que nous déploierons, les offensives que nous lancerons, n'apparaîtront pas comme folkloriques. Elles canaliseront les énergies de tout ce qui vit dans ce pays, des Français de tous horizons, même les lanceurs de pavés, qui auront compris que l'espérance est monarchique.

Gérard LECLERC

LYCÉENS

REJOIGNEZ L'U.N.L.A.C.

union nationale lycéenne d'action corporative - 39, boulevard Raspail, Paris-7^e